

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 13 novembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq et le treize novembre à dix-neuf heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune d'AUBENAS, légalement convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Yves MEYER, Maire.

Présents : MEYER Jean-Yves, LOYET André, GAILLARD Pascal, ROCHE Eliette, FAURE Cécile, CIVIER Stéphane, NGUYEN Isabelle, DAUMAS Jacques, BOUSCHON Max, SOUBEYRAND Jacky, LEYNAUD Michel, MARRON Corentin, ROGIER Monique, JEAN LEYNAUD Sylvie, ROUX Patricia, VERMOREL Guillaume, PERRUSSET Benoît, SIMON Cloé, CONSTANZO André, DELAUCHE Henri

Excusés : DURIEU Joël donne procuration à JEAN LEYNAUD Sylvie, TASTEVIN Marie-Françoise donne procuration à SOUBEYRAND Jacky, HADDAD Catherine donne procuration à ROCHE Eliette, SAUGET Elisabeth donne procuration à MARRON Corentin, VERNEDE Corinne donne procuration à MEYER Jean-Yves, BOYER Alain donne procuration à LOYET André, AMRANI Hasiba donne procuration à ROGIER Monique, TEYSSIER Nicolas donne procuration à BOUSCHON Max, JOLY Delphine donne procuration à CIVIER Stéphane, ARMAND Michel donne procuration à DAUMAS Jacques, GUIBERT Alexandra donne procuration à VERMOREL Guillaume, CAUQUIL Alexandra donne procuration à CONSTANZO André

Absent : KAPPEL Roger

Secrétaire de séance : Corentin MARRON

Date de la convocation :

Délibération n°2025-210

5 novembre 2025

OBJET : MOTION_Interpellation TAM

Transmis au représentant de l'Etat le : 17 NOV. 2025
Affiché le : 17 NOV. 2025
Notifié le : 17 NOV. 2025

La taxe d'aménagement constitue une ressource essentielle pour les collectivités et plus particulièrement pour les Communes, permettant de financer les équipements publics, l'aménagement urbain et les opérations de viabilisation nécessaires à l'accueil de nouveaux habitants et au développement des territoires ;

La réforme introduite par l'article 155 de la loi de finances pour 2021 (loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020), transférant la gestion de cette taxe à la Direction générale des finances publiques (DGFIP), a profondément modifié le régime d'exigibilité, désormais adossé à la déclaration d'achèvement des travaux, entraînant un allongement significatif des délais de recouvrement ;

Depuis cette réforme, de nombreux dysfonctionnements ont été constatés, notamment :

- des retards importants dans la notification ;
- la liquidation et le reversement des sommes dues aux collectivités ;
- un manque de transparence dans la communication des informations relatives aux montants réellement recouverts et aux échéances de versement ;
- une absence de visibilité budgétaire pour les communes, compromettant la bonne exécution des opérations d'investissement prévues ;

Concernant la Commune d'Aubenas, le montant de la taxe d'aménagement perçu au 28 octobre 2025 s'élève à seulement 55 000 €, contre 250 000 € inscrits au budget primitif, montant déjà prudentiel, soit un **manque de recettes de près de 200 000 €,** mettant en péril l'équilibre de la section d'investissement et la réalisation de projets structurants ;

Les explications apportées par les services de l'État, évoquant une baisse nationale de la construction (- 31%) et un allongement des délais, ne permettent pas de justifier l'ampleur des pertes constatées localement (**pour Aubenas – 78% de taxes d'aménagements**) ni de répondre aux besoins immédiats des communes ;

Plusieurs parlementaires et associations d'élus, notamment l'Association des Maires de France, ont déjà alerté le Gouvernement sur ces dysfonctionnements sans qu'à ce jour des mesures correctives suffisantes aient été mises en œuvre ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

1. **Exprime** sa vive préoccupation face aux dysfonctionnements persistants dans le versement de la taxe d'aménagement et leurs conséquences graves sur la trésorerie et la capacité d'investissement des communes.

2. **Demande** à l'État :

- de préciser les causes identifiées de ces retards et anomalies de versement ;
- de mettre en œuvre, sans délai, des mesures correctives garantissant un calendrier fiable et régulier de reversement aux collectivités ;
- de renforcer la communication et la transparence entre la DGFIP, les services déconcentrés de l'État et les collectivités bénéficiaires ;
- d'étudier un dispositif de compensation financière pour les communes affectées par la baisse ou le retard de perception.

3. **Indique** que la présente motion sera transmise à :

- Monsieur le Ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique ;
 - Madame la Ministre de l'Action et des Comptes publics ;
 - Madame la Ministre de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation ;
 - Monsieur le Préfet de l'Ardèche ;
 - Madame la Directrice départementale des finances publiques ;
 - Madame et messieurs les Députés et sénateurs ;
 - Monsieur le Président du Conseil départemental de l'Ardèche ;
 - Monsieur le Président de l'Association des maires de France ;
 - Monsieur le Président de l'Association des maires de l'Ardèche.
-
- **Approuve** la motion relative aux dysfonctionnements dans le versement de la taxe d'aménagement aux communes

Extrait certifié conforme,

Jean-Yves MEYER,
Maire



Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que la présente peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de LYON dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de l'affichage de la présente soit par courrier, soit par voie dématérialisée (www.telerecours.fr)